

Le Soudan en quête d'une paix improbable

Par **Roland Marchal**

Roland Marchal est chercheur au Centre de recherches internationales (CERI) à Sciences Po.

Après le renversement d'Omar el-Bechir, le Soudan a entamé une transition politique qui s'est heurtée à une reprise en main par les militaires puis au déclenchement d'une guerre civile en 2023. Cette guerre a engendré une catastrophe humanitaire majeure. Les perspectives actuelles de médiation sont entravées par des obstacles tels que l'éclatement des forces politiques, le relatif équilibre entre les belligérants ou encore l'opposition de leurs soutiens internationaux.

politique étrangère

La guerre au Soudan, débutée le 15 avril 2023, est décrite comme la pire catastrophe humanitaire au monde, notamment par le nombre de victimes, l'ampleur des déplacements de populations à l'intérieur du pays et l'exil imposé à des millions de personnes. Ce conflit manifeste l'échec d'une transition politique après le renversement de la dictature d'Omar el-Bechir au printemps 2019. Il traduit aussi une dérive de l'État profond, qui s'appuie sur deux composantes : les Forces armées soudanaises (FAS) – l'armée régulière – dirigées par le général Abdel Fattah al-Burhan et les Forces de soutien rapides (FSR) – des unités miliciennes paramilitaires – conduites par le général Mohamed Hamdan Dogolo, dit Hemedti (« petit Mohamed »). Cette crise révèle une région tétanisée, incapable de dénouer certaines de ses rivalités et de concevoir une solution acceptable par tous, acteurs armés et forces civiles. L'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar et la Turquie, depuis de longues années des interlocuteurs connus des acteurs civils et militaires soudanais, jouent un rôle essentiel dans le déroulement de cette tragédie.

À l'intensité des combats à l'intérieur du Soudan ne semble répondre qu'un silence consternant de la communauté internationale, qui promet toujours un plan de cessez-le-feu autorisant un accès humanitaire intégral

alors même qu'elle peine à financer l'aide humanitaire nécessaire¹. C'était encore le cas le 3 février 2026 à Washington, où l'envoyé spécial américain Massad Boulos déclarait qu'un plan de paix conçu par le Quad (Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis et États-Unis) serait présenté rapidement au Conseil de sécurité des Nations unies.

Un regard rétrospectif, pourtant, invite à la circonspection. Depuis mai 2023, sous impulsion saoudienne alors, la diplomatie américaine s'est lentement impliquée dans une médiation au long cours. Le seul résultat tangible en fut un accord de principe signé en mai 2023 à Djeddah, dont les observateurs s'accordent à dire qu'il est inapplicable. La présidence Biden porte une lourde responsabilité dans cette impasse, n'ayant jamais fait preuve d'une grande détermination. L'administration Trump n'a pas été plus rapide : ce n'est qu'à partir du mois de juin 2025 qu'elle a discuté de la situation soudanaise et que Massad Boulos a rencontré certains des protagonistes de cette crise, sans résultat majeur jusqu'à présent. Il serait aisé – et par ailleurs justifié – de souligner certaines des causes systémiques de cet échec. L'expertise et le sens politique de l'équipe très réduite de l'envoyé spécial ont montré rapidement leurs limites, attestant des conséquences de la réduction drastique des effectifs du département d'État et des problèmes traditionnels de coordination entre représentants du président et appareil d'État américain².

On voudrait analyser ici quelques-unes des difficultés que tout processus de médiation devrait affronter aujourd'hui. Elles tiennent à plusieurs paramètres de ce conflit. Tout d'abord, une configuration de l'arène politique soudanaise que cette crise a profondément atomisée. Si le but de la médiation est de rendre (ou, plus justement, de donner) le pouvoir aux civils, la fragmentation des forces politiques, aiguisée par le déclenchement des hostilités, en rend la perspective délicate à concevoir et incertaine à consolider. Se pose aussi la question de l'exclusion définitive des islamistes, qui constituaient la cheville ouvrière de l'ancien régime.

Une deuxième interrogation tient à la nature des protagonistes armés, FAS et FSR, dont les ambitions ne sont pas contraintes par la violence contre les civils et la prédation qu'elles ont systématisées depuis 2019. Il

1. Début février 2026, les besoins humanitaires pour l'année 2026 étaient évalués à 2,9 milliards de dollars, quand les fonds attribués n'atteignaient pas 5,8 % du total. La conférence de Washington devrait aider à débloquer partiellement cette situation.

2. La diplomatie européenne, qui apparaît peu dans les médias, n'est pas restée inactive et a eu un recours récurrent aux sanctions, un outil traditionnellement utilisé par Washington. Mais l'Union européenne n'a pas eu de véritable impact sur les protagonistes civils et militaires de la crise, pour des raisons qui ne sont sans doute pas très éloignées de celles qui expliquent le quasi-échec américain.

faut également affronter une contradiction dirimante de l'approche internationale. Comment, dans le même temps, concilier la négociation d'un cessez-le-feu et la distribution d'aide humanitaire, qui consolident la légitimité des groupes armés et leur ascendant sur les populations, avec l'amorce d'un processus politique visant à les mettre hors jeu en octroyant le pouvoir à des forces civiles ?

La dernière interrogation a trait à la crise ouverte entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis au Yémen du Sud à partir de la fin décembre 2025. Si le conflit au Soudan a des causes profondément internes, son déclenchement et son déroulement impliquent des puissances de la grande région qui n'ont cessé de soutenir une escalade dans les moyens militaires mobilisés. Initialement à bas bruit, cette implication – toujours niée avec véhémence – n'a pas été sans conséquence sur les comportements diplomatiques des grands acteurs internationaux. S'il est facile de dénoncer les ambitions russes ou iraniennes dans la mer Rouge, quelle attitude avoir vis-à-vis des États du Golfe qui ont tant promis à l'administration américaine (et permis l'enrichissement de la famille présidentielle) ou à l'Union européenne, sans évoquer d'autres acteurs (Turquie, Égypte) dans la seconde phase dudit accord de paix de Gaza ?

L'atomisation des forces politiques civiles

Une large couverture médiatique a été accordée au mouvement social qui, à partir de décembre 2018, s'est radicalisé pour obtenir la fin du régime militaro-islamiste d'Omar el-Bechir (lui-même arrêté en avril 2019) et empêcher ensuite la confiscation du pouvoir par les forces de sécurité, au prix de centaines de victimes. En revanche, une moindre attention a été portée à la restructuration de l'arène politique et des relations entre forces civiles et corps armés, après un arrangement constitutionnel conclu grâce à une médiation internationale en août 2019.

Après le début des manifestations en province fin 2018, la protestation s'est organisée autour de trois pôles³. D'abord, à la base, des comités de résistance ont été le fer de lance de la contestation et se sont constitués dans les quartiers. Leur horizontalité leur a permis de survivre à la répression violente mais leur difficulté à s'organiser de façon verticale les a marginalisés dans le système politique. Ils portent les revendications les plus fortes sur les réformes démocratiques, le retour des soldats et des miliciens dans leurs casernements ainsi que le démantèlement des réseaux d'influence des islamistes et des militaires dans l'appareil d'État et les entreprises privées.

3. « Soudan. Jusqu'au bout du régime al-Inqaz », *Politique africaine*, vol. 2, n° 158, 2020, disponible sur : <https://shs.cairn.info>.

Ensuite, les Forces de la liberté et du changement (FLC) se sont constituées en janvier 2019 comme une expression du mouvement protestataire, rassemblant rapidement d'autres organisations d'opposition. Sans surprise, nées du mouvement social, elles s'en sont peu à peu éloignées, avec le souhait d'acquérir une posture plus modérée, gestionnaire et moins directement hostile à des accords avec les militaires. Ses cadres appartiennent aux classes moyennes instruites qui ont souffert de la dictature et qui, pour beaucoup, ont connu un long exil. Cette dimension diasporique contribue à un éloignement sociologique avec le mouvement populaire et éclaire sans doute les très bonnes relations tissées avec les ambassades occidentales.

Leur légitimité est contestée dès août 2019 par les comités de résistance. C'est encore plus le cas après la signature des accords de paix de Juba en octobre 2020, entre les mouvements armés qui s'étaient construits dans les régions périphériques du Soudan (Nil Bleu, Kordofan du Sud, Darfour) dans les années 2000 et les FSR et FAS. Ces groupes armés estiment qu'ils ont joué un rôle fondamental dans l'affaiblissement de la dictature, en la combattant pendant des années, alors que d'autres se sont contentés de manifester pendant quelques mois. Ils sont à l'origine de la première grande scission du FLC en juin 2022.

Les forces politiques traditionnelles sont largement hors-jeu

D'autres divisions suivent avec le déclenchement de la guerre, des membres des FLC s'alignant avec les FSR contre une possible restauration de l'ancien régime (alliance Tasis), quand d'autres, conduits par l'ancien Premier ministre Abdallah Hamdok, choisissent une difficile neutralité afin d'exiger l'arrêt des combats et de s'opposer à tout retour des islamistes dans l'arène politique (alliance Somoud). Ces deux coalitions sont pourtant très hétérogènes : on y compte des partis politiques ou certaines de leurs factions, des mouvements armés et des personnalités de la société civile. L'unité qui prévaut aujourd'hui correspond plus à une position de repli face à un champ politique où ce sont les acteurs armés qui donnent le rythme. Les faiblesses identifiées dans la période civile sont encore plus clairement perceptibles et seul l'appui volontariste de certains acteurs internationaux, comme l'Union européenne, maintient une unité de façade.

Enfin, les forces politiques traditionnelles étaient largement hors-jeu avant décembre 2018. Elles ont subi de plein fouet la répression pendant trois décennies et n'ont pas tenu compte des changements générationnels qui, pourtant, marquent les épisodes de protestation depuis les années 1990. De plus, ces partis ont toujours eu un rôle plus important dans le monde rural, influençant moins la protestation qui prenait forme

dans le monde urbain et bientôt, pour l'essentiel, à Khartoum. Seul le Parti communiste soudanais – en dépit d'un nombre limité de membres – joue un rôle important dans la capitale grâce à son organisation interne. Depuis avril 2023, il est très difficile d'évaluer l'importance relative de ces mouvements, car la période civile démocratique a été trop brève pour accomplir l'*aggiornamento* qu'ils s'étaient refusés à mener durant la période sombre de la dictature.

Le gouvernement d'Abdallah Hamdok est un peu l'expression de ce moment : à la fois revanchard contre une dictature et ses affidés, gestionnaire d'une crise économique et d'une dette dont l'ancien régime porte toute la responsabilité, et comptable d'un accord qui octroie aux dirigeants des FAS et des FSR un rôle essentiel dans la décision politique. En effet, la nouvelle administration civile après août 2019 souffre de maux prévisibles qui l'affaiblissent aux yeux de la population et aiguïssent la volonté de certains secteurs de l'appareil sécuritaire de reprendre la main – d'autant que leur assise économique est menacée.

Le retour de la diaspora et sa présence dans les corridors du pouvoir manifestent plus une volonté de revanche, après trente ans d'exil, qu'une quête de compétences absentes au Soudan. Le Premier ministre inspire certes une grande sympathie, mais sa tendance à s'emparer de tous les dossiers importants ne s'accompagne pas d'une capacité à prendre des décisions rapides et éclairées. Les différences d'appréciation sur les politiques économiques, la marginalisation des islamistes encore présents dans l'appareil d'État et la mise à distance des militaires du pouvoir économique provoquent des débats brouillons et véhéments, où les egos jouent un rôle significatif sans que prenne forme une véritable ligne politique⁴.

Qui sont les islamistes au Soudan ? Il y a loin entre les militants du Front national islamique (FNI) de Hassan al-Tourabi qui, revêtus d'uniformes de l'armée, ont mené le coup d'État du 30 juin 1989, et les bourgeois qui se sont enrichis grâce à la rente pétrolière et aux contrats publics. De fait, la grande famille du FNI s'est fragmentée après décembre 1999 et la marginalisation de Tourabi. Une partie se retrouve dans les manifestations et célèbre la fin du régime, tandis que la majorité des cadres choisit un profil bas ou part en exil. Mais, en dépit de plusieurs centaines d'arrestations, l'appareil islamiste perdure, même s'il est traversé, avant et après

4. M. el-Gizouli et E. Thomas, « The Price of Life: Revolutionary Agency and Political Impasse in Post-Bashir Sudan », Rift Valley Institute et XCEPT, février 2023, disponible sur : <https://csf-sudan.org> ; G. Kurtz, « Power Relations in Sudan after the Fall of Bashir. From Revolution to War », Stiftung Wissenschaft und Politik, Deutsches Institut für Internationale Politik und Sicherheit, 10 mai 2024, disponible sur : www.swp-berlin.org.

2023, par des courants qui ne partagent pas tous le radicalisme d'un Ali Karti (ancien ministre des Affaires étrangères, partisan d'une éradication des opposants et d'une restauration sans Omar el-Bechir). Après octobre 2021, les islamistes expulsés de l'appareil d'État y reviennent, portés par la mise à pied de centaines de hauts fonctionnaires civils nommés au début de la transition. Les FAS ont alors besoin de relais dans la fonction publique et se tournent vers leurs amis d'antan.

Pourtant, cette représentation des islamistes comme organisation de cadres n'est pas très correcte, même si elle n'est pas fausse. Le parti présidentiel, le Parti du congrès national (PCN), bénéficie d'une réelle base populaire, notamment dans le monde rural, en jouant de ses relations avec les notables ethniques ou religieux locaux, et en promouvant une certaine clientèle urbaine dans le monde étudiant et la petite bourgeoisie. L'interdiction du PCN en août 2019 se comprend bien dans l'euphorie de la victoire du mouvement populaire, mais la lutte des nouveaux gouvernants contre les sabotages dans l'appareil d'État et les avantages mal acquis prend plus souvent la forme d'une revanche sociale que d'une affirmation du droit contre l'arbitraire partisan.

Les réseaux islamistes ne sont pas démantelés et irriguent le monde de l'économie mais aussi les secteurs militaire et sécuritaire. En face, il n'y a pas vraiment de forces politiques ou de groupes d'intérêt suffisamment organisés pour les contrecarrer. Surtout, il n'y a aucune volonté politique de remplir le vide créé par l'interdiction du PCN, comme si la question de son éventuel retour aux affaires ne se posait pas. De fait, c'est la guerre qui remet cette question au cœur de tout processus politique. Faut-il à tout coût maintenir les islamistes hors du champ politique légal, quitte à les conforter dans une politique jusqu'au-boutiste de poursuite des affrontements en mobilisant leur influence dans l'armée et dans l'économie ? Faut-il, au contraire, cultiver leurs différences et permettre à des courants minoritaires mais plus tolérants politiquement de retrouver l'intégralité de leurs droits politiques ? La réponse n'est pas aisée, d'autant que les forces civiles se savent faibles, divisées et sans grande expérience de la gestion de l'État.

Des adversaires si intimement liés

Les FSR ne sont pas simplement les héritiers des tristement célèbres Djandjawid, ces miliciens qui au début des années 2000 terrorisaient le Darfour, elles sont partie intégrante de l'appareil d'État dès leur création en 2013. À partir de 2017, elles sont encadrées et payées par le ministère de la Défense. Les FSR sont une création des Renseignements militaires

soudanais, que les FAS utilisent chaque fois qu'elles sont confrontées à des révoltes.

Une telle politique contre-insurrectionnelle, utilisée par les Britanniques durant le *condominium* anglo-égyptien, est mobilisée de façon récurrente depuis l'indépendance en 1956. Cette dimension structurelle doit rester omniprésente dans toutes les analyses. Les FAS, après des mois de défaites en 2023, se sont rétablies grâce à l'aide de milices d'obédiences différentes qui combattent pied à pied sur la ligne de front. C'est ainsi qu'il faut voir les mouvements darfouris, rebelles dans les années 2000 et supplétifs aujourd'hui, qui ont permis aux FAS de tenir El-Fasher jusqu'au 25 octobre 2025, pendant près de 18 mois de siège⁵. C'est ainsi qu'il faut considérer les milices islamistes, dont la plus importante, le bataillon al-Baraa bin Malik, compte près de 20 000 combattants, ou des milices régionales comme celle commandée par un ancien officier des FAS et dissident des FSR, Abu Agla Keikal – qui a joué un rôle essentiel dans la reprise de Khartoum en mars 2025 ou la défense d'El-Obeid dans le Kordofan du Nord depuis novembre 2025. Lorsque le général al-Burhan entend se présenter comme l'expression de l'organe central de l'État, l'armée, il faut se demander qui mène les combats dont il revendique la direction.

Beaucoup d'observateurs pensent qu'une victoire des FAS aurait un coût humain moindre, en dépit de l'usage sans grandes précautions de drones, peut-être d'armes chimiques – si l'on en croit les autorités américaines –, et d'éliminations ciblées et moins ciblées de membres de communautés soupçonnées de soutenir les FSR. Au-delà de l'évaluation factuelle, il faut se souvenir que les FAS – sauf réforme systémique dont on ne voit pas aujourd'hui l'initiateur – auront toujours recours aux mêmes recettes pour réprimer le mécontentement à l'intérieur du Soudan : militariser les tensions locales, susciter et stipendier un groupe milicien et l'utiliser comme force d'extermination de la menace, avec pour récompense le droit au pillage et l'accès à la terre⁶.

Une autre dimension, ethnique ou régionaliste, doit aussi être évoquée. Le corps des officiers (et tout particulièrement des officiers supérieurs)

5. Les mouvements armés signataires des accords de paix de Juba en octobre 2020 n'ont plus grand-chose à voir avec les opposants radicaux qu'ils étaient vingt ans plus tôt. Ils ont acquis des positions fortement rémunératrices au sommet de l'État ou au Darfour : ils jouent la continuité du pouvoir militaire, sachant qu'ils représentent le seul gage d'ouverture politique des militaires par rapport à la communauté internationale. Peu importe alors que les escarmouches se multiplient au Darfour, laissant déjà augurer les combats qui débutent dès le début de la guerre à Khartoum en avril 2023.

6. R. Marchal, « Soudan : aux sources de la tragédie », *Le Grand Continent*, 5 mai 2023, disponible sur : <https://legrandcontinent.eu>.

recrute majoritairement dans des groupes ethniques riverains de la vallée du Nil, qui se voient comme véritables représentants de l'identité soudanaise. Les autres groupes sont considérés comme périphériques, qu'ils soient arabes ou non. Cette déchirure du tissu social a une histoire complexe, liée à la fois au débat sur l'identité soudanaise, à la constitution des partis politiques traditionnels, au statut social et à une crise économique qui a épuisé certaines formes de solidarité économique depuis au moins 2011. Les contrôles sur la sélection des officiers ont renforcé cet élitisme ethnique, qui n'est pas sans effet sur la conduite de la guerre civile.

Ainsi, le retour des FAS au pouvoir ne signe pas simplement le retour des militaires dans l'avenir, ni celui indirect des islamistes. Il est aussi la réaffirmation de savoir-faire et de techniques de coercition qui mettront à mal ce qui reste de la société soudanaise.

L'autre ironie de la tragédie actuelle est que les dirigeants des FAS et des FSR se sont connus dans les années 2000, lorsqu'al-Burhan, alors jeune officier, organise au Darfour les milices djandjawid, dont un des commandants est Hemedti. Au printemps 2019, c'est le même al-Burhan, devenu général, qui appelle les FSR à Khartoum puis leur enjoint d'arrêter Omar el-Bechir, avant de réprimer très brutalement le mouvement social en juin 2019.

FAS et FSR démontrent leur incapacité à gouverner seules

Hemedti déclare sa sympathie avec les manifestants dès la fin décembre 2018. Entre 2019 et 2023, il prend la mesure du vide politique créé par le morcèlement des forces civiles et l'interdiction du parti présidentiel et des islamistes. Il escompte remplir ce vide et jouer sa propre partition. Sa principale faiblesse, comme les événements le révèlent rapidement, est l'absence d'un véritable parti pour organiser ses sympathisants et d'un projet politique rassembleur. Le coup d'État d'octobre 2021 marque le refus des dirigeants des FAS et des FSR de voir un gouvernement civil prendre le contrôle des rouages économiques acquis. Cependant, entre octobre 2021 et avril 2023, les FAS et FSR démontrent leur incapacité à gouverner seules.

La violence des FSR, les massacres de masse et l'usage indiscriminé de systèmes d'armes complexes contre les populations civiles méritent des explications circonstanciées, et doivent être mis en regard des pratiques des FAS et de leurs alliés. Sous réserve d'enquêtes et d'un traitement raisonné des messageries sociales (tant le conflit est aussi une guerre

de désinformation sur les réseaux sociaux), on peut évoquer plusieurs explications.

D'abord, l'histoire des FSR est marquée par leur implication dans les répressions les plus violentes. Ce n'est pas tant leur origine djandjawi qui est visée ici que leur utilisation par l'État soudanais et les FAS dans les années 2010 contre les populations. Les recrutements ont majoritairement pris place au Darfour, région dont la paix civile est restée fragile tout au long de la décennie écoulée. Ces miliciens ont aussi pu cultiver le sentiment amer d'être les « meurtriers utiles » du régime des « djellabas », des Nordistes qui ne se salissent pas les mains mais envoient des gens considérés comme des marginaux faire le sale travail pour eux.

Les promesses de la communauté internationale quant à la résolution du conflit au Darfour dans les années 2000 ne se sont jamais concrétisées, même si la faute n'en incombe pas seulement à elle. Les massacres touchant la communauté masalit à El-Geneina en 2024 ont une histoire spécifique, en continuité avec les combats des années 1999 à 2004. La ville d'El-Fasher n'était pas seulement la capitale du Darfour du Nord, elle était aussi la capitale de la communauté zaghawa – dont sont issus les principaux mouvements armés darfouris. Réduire cette ville en cendres puis écumer le pays zaghawa constitue à la fois une revanche historique et un objectif militaire rationnel dans le contexte actuel, d'autant que les FSR savent acquiescer à la neutralité du régime tchadien.

On peut ensuite évoquer les différences de recrutement. Les FSR mènent toujours l'attaque et subissent des pertes importantes. Dès l'été 2023, le recrutement est une nécessité qui oblige à chercher au-delà du Darfour, ailleurs au Soudan, ainsi qu'au Tchad, au Soudan du Sud, au Niger... Les FAS n'ont pas les mêmes problèmes, même si elles utilisent à certains moments des combattants du Tigré. Les FSR remobilisent donc les réseaux de recrutement construits lors des expéditions au Yémen et en Libye depuis 2015. Les motivations politiques sont fondamentalement absentes, le goût du lucre non.

Deux problèmes se posent dès lors. Le temps de formation est réduit et les nouvelles recrues sont souvent envoyées rapidement au front, pour ne pas épuiser les contingents plus expérimentés. L'encadrement est vite devenu un problème insoluble. De nombreux officiers ou retraités des FAS, qui étaient employés jusqu'en avril 2023, abandonnent les FSR car ils ne veulent pas combattre leur corps d'origine. Les FAS et leurs alliés ont aussi une politique spécifique d'élimination des chefs qui vont au combat à la tête de leurs troupes, à l'aide de snipers ou de drones. Le

résultat est le même : une perte de cohésion supplémentaire et une perte d'autorité sur les combattants.

La tentative, depuis plus d'un an, de mettre en place un gouvernement civil n'avance guère du côté des FSR, en dépit de plusieurs annonces relatives à la création d'une nouvelle devise et de nouveaux passeports. L'inquiétude des observateurs porte sur un point paradoxal : un cessez-le-feu et l'arrivée massive d'aide humanitaire pourraient fournir aux FSR (comme aux FAS, d'une autre manière) les ressources indispensables pour encadrer les populations et les régenter en répétant ce que la Commission d'aide humanitaire (HAC) a fait lors des conflits au Soudan du Sud dans les années 1990 puis au Darfour dans les années 2000. La partition de fait, qu'aucun dirigeant ne désire réellement, risque donc de se consolider.

À la recherche des médiateurs

Tous les acteurs internationaux de la crise soudanaise étaient déjà présents dans les couloirs du pouvoir bien avant l'effondrement du régime de Bechir. Celui-ci a cultivé ses liens avec l'Iran, qui l'a aidé à construire les bases d'un secteur industriel de défense dans les années 1990. La Turquie de l'AKP a toujours été bienvenue à Khartoum, comme l'est depuis le premier jour le Qatar. En 2017, la Russie a mandaté le groupe Wagner pour former au renseignement et à la manipulation des médias sociaux tant les FAS que les FSR. Une fois installés, les mercenaires russes ont décidé de se lancer dans la purification du minerai d'or, travaillant avec des compagnies affiliées aux FAS ou aux FSR.

Les années 2010 ont été marquées par une polarisation croissante, alors que la situation de banqueroute du Soudan après l'indépendance du Sud en 2011 avait considérablement réduit les marges de manœuvre de son président. En quête de financement, il lui a d'abord fallu rompre avec l'Iran en 2014, puis aller prêter main-forte aux Saoudiens et aux Émiratis dans leur guerre au Yémen. Lors de la crise déclenchée en juin 2017 avec le Qatar, Omar el-Bechir a essayé de ménager tous ses alliés/donateurs sans rompre avec aucun⁷. C'est sans doute cette duplicité qui a convaincu Riyad et Abou Dhabi d'en finir avec lui à la première occasion.

Le soulèvement au Soudan en décembre 2018 a permis aux deux alliés de conforter leur position contre le Qatar et ses épigones. Mais il faut lire ce soutien financier massif au régime transitoire comme un appui aux

7. R. Marchal, « Mutations géopolitiques et rivalités d'États : la Corne de l'Afrique prise dans la crise du Golfe », Observatoire de l'Afrique de l'Est, mars 2018, disponible sur : <https://sciencespo.hal.science>.

forces armées alliées des FAS et des FSR, plus que comme une aide à la mise sur pied d'un gouvernement civil et démocratique⁸. Les convergences avec l'Égypte étaient réelles. Le nouveau pouvoir soudanais devait restaurer l'ordre, minimiser les revendications démocratiques et devenir un interlocuteur rationnel dans la discussion des intérêts communs. Abdallah Hamdok était bien traité, mais l'estime pour son équipe et pour les choix faits était minimale.

Les désaccords se sont peu à peu manifestés, alors que la transition prenait forme et que l'exaspération des militaires devenait manifeste. Riyad et Abou Dhabi ne voulaient pas entendre parler du retour des islamistes, et ce choix leur demeure commun jusqu'à aujourd'hui, mais l'Égypte et, avec des nuances, l'Arabie saoudite sont disposées à faire confiance aux FAS pour contrôler et marginaliser les tenants d'un islam politique. Les Émiratis, quant à eux, sont beaucoup plus réticents. Cette méfiance tient aussi au fait que leur principal interlocuteur soudanais est le chef des FSR, Hemedti, haï par les islamistes pour avoir trompé la confiance de Bechir en l'arrêtant et décidé à aller dans la voie indiquée par les Émirats, y compris dans la normalisation avec Israël.

Contrôler et marginaliser les tenants d'un islam politique

La rupture entre Abou Dhabi et les FAS a plusieurs origines. Des doutes de plus en plus forts existaient quant à l'influence des islamistes sur les échelons supérieurs de l'armée, avant même le déclenchement des hostilités. Par exemple, Ali Karti, alors fugitif, aurait résidé dans la villa de son gendre, un officier de l'entourage immédiat de Burhan. Les Émiratis étaient par ailleurs perplexes sur la manière dont leurs intérêts économiques étaient défendus au sein du régime de transition. L'hostilité des Émirats à l'égard des FAS a aussi été déterminée par les tensions croissantes entre Hemedti et Burhan.

Après deux ans de guerre, le positionnement des puissances de la grande région s'inscrit dans une logique de pure confrontation, un jeu à somme nulle qui rend le succès d'une éventuelle médiation très aléatoire.

L'Égypte, en dépit de toutes ses déconvenues dans l'histoire récente, reste fondamentalement acquise aux FAS et radicalement hostile aux FSR. La construction d'une base de drones ainsi que l'envoi de techniciens et

8. J.-B. Gallopin, « The Great Game of the UAE and Saudi Arabia in Sudan », Project on Middle East Political Science, juin 2020, disponible sur : <https://pomeps.org>.

de pièces détachées dans les casernements des FAS depuis le début de la guerre en sont une preuve, tout comme l'appui diplomatique décisif dans les discussions bilatérales et multilatérales. Pour Le Caire, un régime civil démocratique est une hérésie et la présence des islamistes, pour réelle qu'elle soit, ne saurait empêcher l'armée de tenir la politique et le pays. Ce choix est aussi motivé par la mise en fonction du grand barrage de la Renaissance éthiopien – conçu comme une atteinte directe à la sécurité nationale égyptienne –, le général al-Burhan n'ayant jamais été proche d'Addis-Abeba.

Le Qatar reste en retrait, même si ses liens avec l'ancien régime et les islamistes sont excellents. Doha délègue sans doute à son allié turc la mise en œuvre d'un soutien actif aux FAS et, à terme, aux islamistes, à condition qu'il n'y ait pas de provocation vis-à-vis de l'Arabie saoudite, en autorisant par exemple une présence militaire russe ou iranienne sur les côtes soudanaises de la mer Rouge. Il est plausible que le Qatar ait financé des achats d'armes turques pour l'armée. De même, la Turquie a probablement vendu des systèmes d'armes complexes non seulement aux FAS mais aussi aux milices islamistes. Il ne s'agit pas tant d'une solidarité partisane – l'islam politique n'est plus réellement un référent dans la politique extérieure turque – que d'une volonté de ne pas laisser gagner les autres.

L'Arabie saoudite et les Émirats ont longtemps pu avoir des politiques convergentes vis-à-vis du Soudan. L'idée d'un pouvoir fort leur sied, comme d'ailleurs l'exclusion des islamistes. Cependant, la durée de la guerre et ses conséquences sur l'environnement régional font écho à d'autres problématiques sur le positionnement des deux États au Moyen-Orient, le rôle d'Israël et la capacité de chacun des deux pays d'assumer un rôle d'*hegemon* régional, tant au niveau économique que sécuritaire. Dans la dispute née au Yémen du Sud, on peut identifier tous ces thèmes et comprendre pourquoi les réseaux sociaux se sont enflammés, surtout du côté de Riyad. Pourtant, la péninsule Arabique a connu de nombreuses crises entre États et a toujours su les contenir. Dans le cas actuel, Riyad attend une altération de la politique émiratie au Soudan, qui pourrait notamment se manifester par une inflexion dans les réunions du Quad. Aucune information aujourd'hui ne permet de corroborer une telle évolution.

Les Émirats ont, depuis 2023, fait preuve d'une grande inventivité pour fournir les FSR en équipements militaires et personnels spécialisés. Pratiquement tous les pays de la grande Corne ont été mis à contribution, à l'exception de l'Érythrée – qui s'est rapprochée des FAS puisque Hemedti

a des relations cordiales avec le Premier ministre éthiopien, lui-même bien en cour à Abou Dhabi. Dans cette course aux armements, où chaque camp est persuadé de pouvoir gagner, chacun s'attend à de nouvelles livraisons offrant de nouvelles technologies et des systèmes d'armes pour contrer les plus anciennes. La guerre au Soudan devient une guerre de riches, alors même que la population est de plus en plus dépossédée des moyens de sa survie.

* * *

Si l'administration Trump affiche un optimisme sans nuance quant à sa capacité à régler les conflits dans le monde, de l'Ukraine à Gaza en passant par la République démocratique du Congo, force est de constater que la pacification du Soudan reste à faire. Il faut également s'interroger sur les implications du retour à la paix ou de la continuation de la guerre sur la déstabilisation des pays voisins, de l'Éthiopie au Tchad.

Si les deux principaux protagonistes restent convaincus qu'ils peuvent gagner, en dépit de toute évidence, un tel scénario constituerait un nouveau pas vers une crise régionale. L'expertise acquise par les combattants des deux bords et les armes qu'ils possèdent pourraient demain être mobilisées dans d'autres pays, comme le Tchad, la République centrafricaine ou le Soudan du Sud. Si elle est construite sur une victoire militaire, la paix civile au Soudan, compte tenu des polarisations régionales et ethniques actuelles, ne pourrait être qu'éphémère. Il s'agit donc d'œuvrer à un scénario alternatif.

En l'absence de celui-ci, et pour paraphraser Gramsci, dans la grande recomposition des relations internationales, certaines régions seraient sans doute appelées à payer le prix des ajustements d'ambition des nouvelles puissances. Tel serait le destin du Soudan et de la Corne de l'Afrique.



Mots clés

Guerre civile au Soudan

Darfour

Abdel Fattah al-Burhan

Mohamed Hamdan Dogolo, dit « Hemedti »